

résumé de ce que j'ai dit au Club National à Montréal, avant l'arrêté ministériel décrétant l'envoi de troupes canadiennes au Transvaal. Voici le passage en question :

Parlant de la question du Transvaal, il dit : Elle doit être étudiée avec calme et nous ne devons pas nous laisser emporter par ce que certains gens considèrent faussement être du patriotisme. Dieu merci, la question de race n'a rien à faire ici. Les Boers ne sont pas de notre race et nous ne pouvons pas avoir beaucoup de sympathies pour eux. Nous serions indignes de la liberté dont nous jouissons sous le drapeau britannique, si nous manquions de donner à cette question l'attention sérieuse et exempte de préjugés qu'elle mérite.

Comme question de race, je crois que l'élément boer a plus d'affinité avec nos amis, les Anglo-saxons, qu'avec nous. Quelqu'un me disait l'autre jour : pourquoi ne vous levez-vous pas à la Chambre et ne dites-vous pas à M. Wallace que le roi Guillaume était un Boer? J'admets, cependant, qu'il y a certaines relations entre les Boers et nous, par suite de l'union entre les Hollandais d'Afrique et les Huguenots de France. Mais on admettra, je crois, que deux cents ans de vie africaine et d'assimilation hollandaise, joints à la différence de religion, sont suffisants pour démontrer que les Canadiens-français ne peuvent avoir aucune sympathie de race pour les Boers. Je veux être sincère d'ailleurs : j'admets que nos compatriotes ont de l'admiration et de la sympathie pour ce petit peuple qui lutte pour son indépendance. Je ne nie pas cela, mais j'affirme que ce sentiment s'allie dans leur cœur à la loyauté la plus complète et la plus sincère au drapeau et aux institutions d'Angleterre.

En outre, j'étais convaincu dès le début, et je le suis encore, qu'il y a deux côtés à cette question, qu'il y a du pour et du contre dans les prétentions du Transvaal comme dans celles du gouvernement anglais. Dans cette circonstance, comme dans beaucoup d'autres, la dernière goutte qui a fait déborder le vase, provient plutôt d'un malentendu diplomatique que de la nature même de la question en jeu. Je ne me propose pas d'ailleurs de me livrer à de longues dissertations sur le problème Sud-africain. Je ne veux pas marcher sur les traces de l'honorable député qui m'a précédé : il a rappelé des faits et cité des chiffres qui pourront nous être très utiles, mais il a oublié un point important. Il a parlé des Boers comme étant en révolte contre l'Angleterre ; il a parlé des habitants de l'Etat Libre d'Orange et du Transvaal comme s'ils eussent été des sujets britanniques, ingrats envers la Couronne d'Angleterre, et luttant contre leur souveraine.

Je crois que je pourrais ajouter un chapitre au cours d'histoire que l'honorable député vient de nous faire. Après que l'Angleterre eut pris possession de la colonie du Cap et avant qu'elle n'eût conquis par ses capitalistes et par ses missionnaires, ces pays nouveaux décrits par l'honorable dé-

puté : le Bechuanaland, le Basutoland, la Rhodésie et autres nouvelles colonies— le gouvernement anglais reconnut l'indépendance absolue des républiques Sud-africaines appelées le Transvaal et l'Etat Libre d'Orange. Avant que le drapeau anglais eût été planté au nord de la colonie du Cap, une convention fut signée, le 17 janvier 1852, par le Haut-Commissaire de Sa Majesté et par les représentants des immigrants boers, reconnaissant que les immigrants qui avaient traversé la rivière Vaal, "avaient droit d'administrer leurs propres affaires et de se gouverner sans aucune intervention de la part du gouvernement de Sa Majesté." Cette convention fut proclamée par le Haut-Commissaire de Sa Majesté, le 15 avril 1852, dans la colonie du Cap de Bonne Espérance, et, en 1858, le Transvaal devint la République Sud-africaine. Inutile de mentionner tous les traités intervenus entre l'Angleterre et la République Sud-Africaine relativement à la question des frontières ; qu'il suffise de dire que, de 1852 à 1877, il a été signé trois ou quatre traités entre l'Angleterre et la République du Transvaal, et que, par conséquent, jusqu'en 1877, le gouvernement anglais a reconnu la complète souveraineté du Transvaal. Le 1er avril 1877, à la suite de querelles survenues entre les Boers et les indigènes, sir Theophilus Shepstone réclama le Transvaal à titre de colonie anglaise. La Chambre se souvient encore des événements subséquents : la guerre de 1881, Majuba Hill et la paix signée par les représentants du cabinet Gladstone. Sans doute, nombre de gens ont depuis prétendu que Gladstone avait commis une bêtise et que sa politique était détestable. Je l'avoue franchement, je ne me sens pas de taille à m'ériger en juge de la politique de M. Gladstone ; mais je puis citer ici l'opinion d'un homme qui a scruté le problème Sud-africain beaucoup plus profondément que je ne l'ai fait, et qui en possède, si je ne me trompe, une connaissance plus pratique que celle du député de Norfolk-nord. Au cours d'un article qu'il a publié, l'automne dernier, M. James Bryce dit :

Personne ne nie que la guerre d'où l'Angleterre, cela va sans dire, sortira victorieuse, ne soit une terrible calamité pour l'Afrique-sud et qu'elle n'envenime pour toujours les relations des Hollandais et des Anglais de ce pays. Aux yeux de quelques-uns, cette guerre est aussi une calamité pour l'Angleterre, puisqu'elle est de nature à lui aliéner, peut-être pour plusieurs générations à venir, la masse de la population hollandaise dans l'une de ses plus importantes colonies autonomes. De fait, il est fort possible qu'il en résulte finalement pour l'Angleterre la perte de l'Afrique-sud.

Entre la politique de M. Gladstone, politique qui compte parmi ses adhérents en Angleterre M. John Morley, sir William Vernon Harcourt, sir Henry-Campbell-Bannerman et des conservateurs comme sir Edward Clarke, sir Robert Reid et M. McLean ; entre cette politique, dis-je, et celle